



PDC suisse  
Klaraweg 6  
CP 5835  
3001 Berne

Pour

Publié le 12.07.2006

**La loi sur l'aide aux pays de l'Est et le milliard de cohésion – une bonne affaire pour la Suisse**

Le PDC suisse à propos du référendum contre la loi sur l'aide aux pays de l'Est

PDC suisse

**Le milliard de cohésion consolide les accords bilatéraux et crée la base d'une nouvelle croissance économique. Le prix à payer est avantageux. Ceux qui, par un vieux réflexe, le combattent vont à l'encontre des intérêts économiques et politiques de la Suisse.**

L'UDC a déposé aujourd'hui le référendum contre la loi fédérale sur la coopération avec les pays d'Europe de l'Est. Ainsi, ce parti emprunte une voie dangereuse. Il remet en jeu à la légère l'ensemble des accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'UE. « C'est irresponsable de céder à un vieux réflexe, comme le fait l'UDC, et de se jouer intentionnellement des intérêts économiques de la Suisse. Ces paiements sont le prix politique des bilatérales II. Il faut entretenir le bon voisinage ! » relève le Conseiller aux Etats Bruno Frick, Vice-président du PDC suisse. Le Chef du Groupe et Conseiller aux Etats Urs Schwaller est également d'avis qu'un refus risque de compromettre nos intérêts économiques : « Un moteur économique important de l'Europe tourne actuellement au sud est de l'Europe. La Suisse a tout intérêt à ce que l'essor économique de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque ou de la Slovénie perdure. Cela augmente nos chances d'exporter, génère de la croissance et crée des emplois ». Reto Nause, secrétaire général du PDC suisse, ajoute: « Les versements de solidarité aux nouveaux membres de l'UE de l'Est de l'Europe sont la contrepartie de la Suisse. Cet argent ne va pas dans la caisse de l'UE mais nous décidons de façon autonome comment il sera utilisé. »

Le processus de réforme de l'Europe de l'Est est couronné de succès. Les indicateurs économiques le démontrent tout comme la mutation politique fondamentale de ces Etats. La Suisse investit dans les infrastructures des nouveaux pays de l'UE : environnement (protection des eaux), formation (bourses, programmes de recherche et de formation) et sécurité (connaissances spécialisées pour assurer les frontières extérieures de Schengen). Concrètement, la Suisse apporte une contribution à la réduction des disparités ville-campagne et à l'équité sociale. Le PDC soutient la loi sur l'aide aux pays de l'Est et ce mode de coopération. Avec les bilatérales I et II, nous obtenons presque les mêmes droits que les membres de l'UE mais ne payons que cinq pour cent de la contribution versée normalement par les membres.

Contacts: Bruno Frick

» Retour

Copyright 2006 by CVP